

Mon sentiment sur le Rapport Stora

Gilles Bonnier

Les Rapatriés ne pouvaient qu'avoir de grandes réticences et de nombreux doutes vis-à-vis de l'initiative du Président Macron de confier à un unique historien, de surcroît bien connu pour son « engagement », la rédaction d'un Rapport dans le but de faire « *un état des lieux juste et précis du chemin accompli en France* » sur les mémoires de la colonisation et la guerre en Algérie et proposer des axes pour une réconciliation entre les peuples français et algériens. Dans une démarche parallèle, le Président algérien Tebboune avait annoncé avoir nommé le docteur Chikhi, directeur général du centre national des archives algériennes, pour mener un « travail de vérité » sur les questions mémorielles entre les deux pays.

Ce scepticisme a priori s'expliquait par plusieurs éléments factuels :

- Les propos, jamais modifiés du président Macron, alors candidat, proférés en Algérie en février 2017, et affirmant sans autre précision que « *la colonisation française en Algérie avait été un crime contre l'humanité et une vraie barbarie* », n'en faisaient pas le plus qualifié pour envisager un travail de mémoire apaisé et respectueux pour les Rapatriés et leurs familles (et d'autres Français ayant combattu dans ces départements français ou ayant pris la peine de s'informer sans œillères idéologiques de cette page d'histoire complexe et douloureuse).

- L'engagement connu depuis longtemps, par ses écrits et ses déclarations, de l'historien « militant » choisi pour rédiger ce Rapport, ne pouvait que laisser deviner la mémoire qu'il allait privilégier.

- Le peu de volonté et d'ouverture de la part du gouvernement algérien par le passé pour encourager un véritable travail d'Histoire et de vérité sur la période française, la guerre d'Algérie et la colonisation étant toujours un sujet permettant de glorifier le FLN à des fins de politique intérieure. Et, pire encore, les attaques et les demandes d'excuses ou de réparation avec des surenchères régulières depuis 1962, ne laissant aucune place à des perspectives d'apaisement et de respect mémoriel réciproque, malgré les nombreux gestes français.

Ce scepticisme, conforté par la lecture du Rapport Stora récemment publié, s'est transformé en un rejet légitime de la grande majorité des Pieds-Noirs et des Harkis (pour ne parler que d'eux) en constatant :

- un parti pris presque total pour les mémoires pro FLN ou assimilées, dans son état des lieux comme dans ses propositions ;
- la véritable imposture que constitue l'affirmation affichée du rapporteur selon laquelle il n'y aurait ni repentance ni gestes d'excuse, alors que les propositions faites par lui induisent clairement une culpabilité de la part de la France ;
- l'absence de Rapport algérien déposé, pour éclaircir la position et les propositions de l'Algérie, dans la «démarche parallèle annoncée ».

Donc réticence a priori à l'égard de cette initiative et rejet légitime a posteriori de ce rapport.

Nous attendons toujours de la part de Monsieur Macron une véritable volonté de reconnaître et d'honorer, en France, la mémoire des Rapatriés et de tous les Français natifs de ces départements qui ont œuvré en Algérie pendant des générations ou combattu pour la France lors des guerres mondiales et de la guerre d'Algérie. La paix des mémoires françaises, constitue en effet une étape indispensable avant d'envisager avec l'Algérie, si les conditions s'y prêtent enfin, une avancée dans le respect de toutes les mémoires de deux cotés de la Méditerranée.